

Bois d'oeuvre—Droit à l'exportation

Madame la Présidente, l'industrie du bois d'oeuvre est une industrie très importante parce que plusieurs milliers de personnes travaillent directement ou indirectement dans cette industrie dans la plupart des provinces canadiennes. Et pour moi, pour beaucoup de personnes, c'est très important et aussi une partie de la grande question du libre-échange, des discussions sur le libre-échange entre notre pays et les États-Unis, et pour les chefs des discussions entre les deux pays et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui est ici à la Chambre aujourd'hui et le négociateur en chef M. Simon Reisman. Et pendant le congé de Noël, j'ai passé beaucoup de temps dans ma circonscription et je sais qu'il y a beaucoup de personnes chez moi qui ont peur d'avoir l'entente de libre-échange entre le Canada et les États-Unis parce que nous sommes un petit pays avec seulement 25 millions de personnes. Et il y a beaucoup de personnes qui habitent aux États-Unis. Mais le pays est 10 fois plus peuplé que le Canada avec une population de 250 millions de personnes. Et ce serait un problème pour nous. C'est un petit peu comme la souris et l'éléphant qui étaient au lit ensemble. Et c'était une bonne chose pour la souris. C'était une bonne chose d'être dans le lit avec un gros éléphant, jusqu'à ce que l'éléphant ait un cauchemar et se tourne. Et c'était fini pour la petite souris.

Mais, madame la Présidente, c'est une question de souveraineté. Il y a des experts juridiques qui ont dit que nous avons donné beaucoup de notre souveraineté sur cette question. J'ai peur que si nous suivons cette ligne, nous serons le 53^e État des États-Unis.

Madame la Présidente, je me demande ce qui est arrivé au parti progressiste conservateur qui a été une fois un parti très nationaliste ici au Canada. Je me souviens très bien de l'histoire de sir John A. Macdonald. Il a eu une vision nationale. Il était très très nationaliste. A cette époque, c'était le parti libéral qui était le parti continentaliste. Ce n'était pas du tout le parti conservateur. Et cela a été la ligne de pensée du parti conservateur pendant longtemps dans ce pays, jusqu'au temps de John Diefenbaker. M. Diefenbaker aussi était un grand nationaliste canadien. Il a eu une vision du Nord canadien, il a parlé très très fortement pour le Canada, que nous sommes un pays indépendant, etc., etc..

Mais maintenant, avec le nouveau chef du parti progressiste conservateur, il y a une autre ligne de pensée. Le nouveau chef du parti progressiste conservateur dit souvent qu'il est un grand ami de M. Reagan, le président des États-Unis, que nous sommes très proches des États-Unis.

• (1540)

[Traduction]

Peu importe ce qui arrive, madame la Présidente, nous faisons toujours inmanquablement les quatre volontés des Américains. Cette fois-ci, il s'agit du bois d'oeuvre et d'une taxe à l'exportation d'environ 15 p. 100. Il y a quelques mois, après la conférence de mars du président Reagan et du premier ministre (M. Mulroney), nous avons appris qu'il était question de modifier notre loi sur les produits pharmaceutiques et de supprimer les médicaments génériques qui sont disponibles au Canada depuis 1969. Cette proposition faisait suite à la demande du président américain, car il voulait que nous changions nos lois sur les brevets afin qu'elles s'adaptent à celles des États-Unis. Le président voulait le libre-échange entre les

deux pays. Il voulait le libre-échange des médicaments et des données, ce qui est impossible puisque les lois canadiennes et américaines sont différentes. Les Américains protègent les brevets de l'industrie pharmaceutique. Après un certain temps, le Canada autoriserait la concurrence des fabricants de médicaments génériques. C'est justement à cause de cela que le prix des médicaments est beaucoup moins élevé au Canada qu'aux États-Unis. Je me souviens très bien de ma deuxième année aux Communes, en 1969, quand le gouvernement avait présenté le projet de loi sur les médicaments. A cette époque, les médicaments au Canada coûtaient beaucoup plus cher qu'aux États-Unis. D'après le professeur Eastman, du fait de la véritable concurrence que se livrent les principaux fabricants de produits pharmaceutiques les Canadiens payent comparativement les médicaments beaucoup moins cher que les Américains.

Encore une fois, les Américains veulent nous forcer à changer nos lois et notre politique parce que cela fait leur affaire. Ce qui arrive actuellement dans le cas du bois d'oeuvre va inmanquablement se produire avec les produits pharmaceutiques.

Il est temps que nous arrêtons d'être timorés et que nous défendions nos droits et notre pays, comme Diefenbaker et Macdonald l'ont fait il y a quelques années. Il est temps que le premier ministre arrête de traiter le Canada comme une filiale des États-Unis. Je sais qu'il a travaillé pendant de nombreuses années pour d'énormes sociétés multinationales américaines. Il a été à une époque président de la compagnie Iron Ore du Canada. Il a la conviction, peut-être à cause de ses antécédents et du milieu où il a grandi, que les filiales sont absolument sensationnelles pour notre pays et que c'est grâce à l'oncle Sam que nous avons atteint notre niveau actuel de développement. C'est lui aussi qui a fait fermer Scherfferville.

Je sais que les investissements américains nous ont quelquefois aidés dans le domaine des emplois. Le député de Swift Current—Maple Creek (M. Wilson) fait signe que non. Il n'est peut-être pas d'accord avec moi, mais les investissements américains nous ont aidés à l'occasion. Il importe de nous rappeler que nous devons être maîtres chez nous. A mon avis, le premier ministre a emprunté cette politique au secteur privé. Il considère notre pays comme une filiale canadienne que dirige l'oncle Sam et l'oncle Ronnie aux États-Unis plutôt que le Parlement du Canada, que c'est satisfaisant.

[Français]

Et j'ai déjà mentionné la question des médicaments génériques ici au Canada, la question du bois d'oeuvre, mais ce n'est pas seulement cela, madame la Présidente, ce sont aussi les questions sur les politiques énergétiques au Canada qui ont été changées après beaucoup de pression des États-Unis. Aussi, nous avons les questions des investissements ici au Canada. Encore nous avons eu une agence, *the screening agency for investment in Canada*, et après les pressions des États-Unis, le gouvernement, le premier ministre a changé cette législation aussi au Canada. Il y avait quatre exemples. Monsieur le premier ministre a très bien écouté le Président des États-Unis mais pas la population canadienne.